



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Groenland

L'Europe affiche une réponse unie et ferme

Face aux menaces de droits de douane brandies par le président américain Donald Trump, plusieurs dirigeants européens, à commencer par Emmanuel Macron,...

• (Page 08)

Afrique de l'Ouest et du Centre

Des millions de vies en danger à cause des violences et coupes budgétaires

Les coupes budgétaires et l'escalade de la violence plongent des millions de personnes dans une urgence ...

• (Page 09)



Marché financier régional

La BRVM modernise son Bulletin Officiel de la Cote

• (Page 03)

Office Togolais des Recettes

1338 milliards FCFA de recettes fiscales attendues en 2026

Pour l'exercice budgétaire 2026, L'Office Togolais des Recettes (OTR) le Togo ambitionne de renforcer la mobilisation ...

• (Page 02)

Région des Grands Lacs

Sur le chemin de l'instauration d'une paix durable

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, Médiateur de l'Union africaine pour la résolution de la crise dans la région ...

• (Pages 04)

Cap-Vert

Le Groupe Coris rachète la Banco Comercial do Atlântico

Le jeudi 15 janvier 2026 à Praia, le Groupe Coris a finalisé le closing de la Banco Comercial do Atlântico (BCA), première banque du Cap-Vert, précédemment détenue ...

• (Page 06)

Formation

Bourses d'études de la Banque islamique de développement

Au Togo, les candidatures sont ouvertes pour les programmes de bourses d'études de la Banque islamique de développement (BID) au titre de l'année ...

• (Page 11)

Programme de stages de la BCEAO

• (Page 04)

Appel à candidatures au titre de l'année 2026



PROFITEZ DÈS MAINTENANT DE L'INSTALLATION À 0 FCFA*

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ



8866 www.canalbox.tg

* Paiement du premier forfait mensuel à la souscription
Coût de l'appel : 20 FCFA.

Office Togolais des Recettes

1338 milliards FCFA de recettes fiscales attendues en 2026

Pour l'exercice budgétaire 2026, L'Office Togolais des Recettes (OTR) le Togo ambitionne de renforcer la mobilisation de ses ressources internes. Selon les projections de la loi de finances, les recettes fiscales devraient atteindre 1 338,9 milliards FCFA, en hausse de 10,8 % par rapport à l'année précédente.

● Junior Aredola

Le gouvernement togolais a fixé à 1 338,9 milliards FCFA le montant des recettes fiscales attendues pour l'année 2026. Ce niveau marque une progression notable par rapport aux 1 208 milliards FCFA assignés en 2025, traduisant la volonté des autorités de consolider les finances publiques par une meilleure mobilisation des ressources nationales. Dans le détail, les recettes issues des impôts sont projetées à 700 milliards FCFA, tandis que les recettes provenant des douanes et des droits indirects devraient s'établir à 638,8 milliards FCFA. Ces deux leviers demeurent les piliers de la fiscalité nationale et constituent la principale source de financement du budget de l'État. Au total, les recettes fiscales devraient représenter environ 48,7 % du budget général annuel, projeté à 2 751,5 milliards FCFA pour 2026. Cette proportion confirme le rôle central de la fiscalité dans la mise en œuvre des politiques publiques et le financement des investissements prioritaires de l'État, notamment dans les secteurs sociaux et les infrastructures.

L'OTR au cœur du dispositif de mobilisation des ressources

La réalisation de cet objectif ambitieux repose en grande partie sur l'Office togolais des recettes (OTR), chargé de la collecte des impôts, taxes et droits de douane. Pour y parvenir, l'institution devra poursuivre et appro-



fondir les réformes engagées ces dernières années afin d'élargir l'assiette fiscale et d'améliorer le rendement des prélèvements existants. L'un des axes majeurs annoncés concerne le renforcement du civisme fiscal. Les autorités entendent intensifier les actions de sensibilisation et de communication en direction des contribuables, afin de promouvoir une meilleure compréhension des obligations fiscales et de l'utilité de l'impôt dans le développement national. Par ailleurs, la modernisation des procédures de collecte figure au cœur de la stratégie gouvernementale. La digitalisation des services fiscaux et douaniers, déjà amorcée, devrait être accélérée. Cette transformation vise à simplifier les démarches administratives, réduire les délais de traitement et limiter les risques de fraude et de corruption. À terme, elle devrait également améliorer l'expérience des contribuables et renforcer la confiance entre l'administra-



tion fiscale et les usagers.

Stratégie budgétaire axée sur la mobilisation des ressources internes

L'augmentation des recettes fiscales projetées pour 2026 s'inscrit dans un contexte plus large de consolidation budgétaire et de recherche d'une plus grande autonomie financière. Face aux contraintes extérieures et à la nécessité de financer durablement le développement, le Togo mise de plus en plus sur ses ressources internes pour soutenir son budget. La loi de finances 2026 traduit ainsi la volonté des pouvoirs publics de réduire la dépendance aux financements extérieurs, tout en améliorant l'efficacité de la dépense publique. Dans cette perspective, la performance de l'OTR et l'adhésion des contribuables aux réformes fiscales seront déterminantes pour atteindre les objectifs fixés. À l'horizon 2026, la mobilisation accrue des recettes fiscales apparaît comme un levier stratégique pour renforcer la soutenabilité des finances publiques et accompagner la mise en œuvre des priorités économiques et sociales du pays.

Image du jour



● Le Togo et le Rwanda signent un accord d'exemption de visas. Le ministre rwandais des Affaires étrangères, Olivier Nduhungirehe, était à Lomé vendredi. Il a signé avec son homologue togolais, Prof. Robert Dussey, un accord d'exemption de visa.

AUX DÉCIDEURS ...

Transparence vecteur de confiance

Il y a des réformes qui passent inaperçues et d'autres qui, sans bruit excessif, transforment durablement les pratiques. La refonte du Bulletin Officiel de la Cote (BOC) engagée par la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) depuis le 2 janvier 2026 appartient clairement à la seconde catégorie. Derrière ce chantier technique se joue en réalité un enjeu fondamental : celui de la lisibilité, de la pédagogie et, in fine, de la confiance dans le marché financier de l'UEMOA.

Longtemps perçu comme un univers complexe, réservé à une minorité d'initiés, le marché boursier régional souffrait moins d'un déficit d'opportunités que d'un déficit de compréhension. En clarifiant la classification des titres obligataires, la BRVM apporte une réponse concrète à cette faiblesse structurelle. Désormais, l'investisseur peut distinguer d'un coup d'œil les obligations souveraines, celles émises par des institutions financières ou par des entreprises, des instruments plus spécifiques comme les FCTC, les Sukuk ou les obligations convertibles. Cette lisibilité nouvelle réduit les zones d'ombre, facilite l'évaluation des risques et participe à une démocratisation progressive de l'investissement obligataire.

Mais la réforme va plus loin. En mettant en évidence les obligations GSS – vertes, sociales et durables – la BRVM envoie un signal fort : la finance durable n'est plus un concept importé, mais une réalité structurante du marché régional. À l'heure où les critères ESG s'imposent dans les décisions d'investissement à l'échelle mondiale, cette reconnaissance officielle des instruments à impact positionne la BRVM comme un acteur crédible de la transition écologique et sociale. Le BOC devient ainsi un outil stratégique, non seulement d'information, mais aussi d'orientation des capitaux vers des projets porteurs de sens et de valeur à long terme.

Le renouvellement des indices sectoriels s'inscrit dans la même logique de modernisation. Les anciens découpages, parfois déconnectés de la réalité économique des entreprises cotées, laissent place à des indices mieux alignés sur les dynamiques sectorielles actuelles. Télécommunications, énergie, services financiers, consommation de base ou discrétionnaire : ces nouveaux repères offrent aux investisseurs des instruments d'analyse plus pertinents, capables de refléter fidèlement la structure du marché et d'éclairer les choix d'allocation d'actifs. Pour les gérants de portefeuille comme pour les investisseurs individuels, c'est un pas décisif vers une lecture plus fine et plus stratégique de la performance boursière.

L'introduction plus visible de l'indice Total Return constitue, sans doute, l'avancée la plus pédagogique de cette réforme. En intégrant les dividendes réinvestis à l'évolution des cours, cet indicateur rappelle une évidence souvent négligée : la performance boursière ne se limite pas aux variations de prix. En valorisant cette approche globale, la BRVM encourage une vision de long terme de l'investissement, plus fidèle à la réalité économique et moins soumise aux fluctuations de court terme.

Au-delà des aspects techniques, la refonte du BOC traduit une ambition politique et institutionnelle claire : faire de la transparence un levier de confiance. Dans un contexte où la mobilisation de l'épargne locale et l'attraction des capitaux internationaux sont des priorités majeures, la qualité de l'information boursière devient un facteur de compétitivité.

La réforme rappelle enfin que la modernisation d'un marché ne se mesure pas uniquement à la taille de sa capitalisation, mais aussi à la clarté de ses règles, à la qualité de son information et à sa capacité à parler à tous les investisseurs. En repensant son Bulletin Officiel de la Cote, la BRVM fait un choix stratégique : celui d'un marché plus lisible, plus inclusif et résolument tourné vers l'avenir.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes

● Source : tresor.economie.gouv.fr

Marché financier régional

La BRVM modernise son Bulletin Officiel de la Cote

Depuis le 2 janvier 2026, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a engagé une réforme de son Bulletin Officiel de la Cote (BOC). À travers une meilleure classification des titres obligataires, l'introduction de nouveaux indices sectoriels et la mise en avant de l'indice Total Return, l'institution régionale entend améliorer la lisibilité du marché financier de l'UEMOA.

• Joël Yanclo

La première innovation apportée au BOC concerne la clarification des catégories de titres obligataires. Désormais, les obligations cotées à la BRVM sont regroupées selon des catégories clairement identifiées, offrant une lecture plus fluide et plus cohérente de l'offre obligataire. Les investisseurs peuvent ainsi distinguer les obligations classiques – souveraines, émises par des institutions financières régionales ou internationales, ou par des entreprises – des instruments plus spécifiques comme les Fonds Communs de Titrisation de Créances (FCTC), les SU-KUK et titres assimilés, ou encore les obligations convertibles en actions. Une attention particulière est portée aux obligations GSS (Green, Social & Sustainability). Leur identification distincte dans le BOC permet de reconnaître immédiatement les instruments dédiés au financement de projets à impact environnemental et social. Cette évolution répond à la demande croissante d'investisseurs soucieux des critères ESG (Environnement, Social, Gouvernance) et contribue à renforcer l'attractivité du marché régional pour la finance durable. Le BOC devient ainsi un outil stratégique d'accompagnement de la transition



• Dr. Edoh Kossi AMENOUNVE, Dg/BRVM

écologique et sociale dans l'espace UEMOA. La deuxième évolution majeure concerne le remplacement des anciens indices sectoriels par de nouveaux indices mieux alignés sur la réalité économique des entreprises cotées. Les nouveaux indices – BRVM-Télécommunications, BRVM-Consommation discrétionnaire, BRVM-Services financiers, BRVM-Consommation de base, BRVM-Industriels, BRVM-Énergie et BRVM-Services publics – reposent sur une méthodologie actualisée. Ils offrent une meilleure représentativité des secteurs

d'activité et permettent une analyse plus fine des performances sectorielles. Enfin, le BOC met davantage en avant l'indice Total Return, un indicateur encore peu maîtrisé par le grand public. Contrairement aux indices traditionnels, qui mesurent uniquement l'évolution des cours, l'indice Total Return intègre également les revenus distribués, notamment les dividendes, en supposant leur réinvestissement. Il fournit ainsi une vision plus complète et plus réaliste de la performance globale d'un investissement boursier.

Au service de la transparence et de la confiance

Les innovations traduisent une volonté claire de la BRVM de moderniser son dispositif d'information et de renforcer la confiance des acteurs du marché. La clarification des catégories obligataires réduit les asymétries d'information et facilite l'évaluation des risques, tandis que les nouveaux indices sectoriels constituent de meilleurs outils d'analyse pour les investisseurs institutionnels comme pour les particuliers. La valorisation de l'indice To-

tal Return représente, quant à elle, une avancée significative en matière de pédagogie financière. En mettant en lumière l'impact des dividendes sur la performance à long terme, la BRVM encourage une approche plus globale et plus stratégique de l'investissement boursier. Cette démarche contribue à élever le niveau de culture financière dans la région et à promouvoir des décisions d'investissement plus éclairées. À moyen et long terme, ces évolutions devraient favoriser une meilleure allocation des capitaux, stimuler la parti-

cipation des investisseurs locaux et internationaux et renforcer l'attractivité du marché financier régional. Elles s'inscrivent également dans une dynamique d'alignement sur les meilleures pratiques internationales en matière de transparence et de diffusion de l'information boursière.

La BRVM, acteur de modernisation du marché financier de l'UEMOA

Créée pour servir les huit pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine, la BRVM joue un rôle central dans le financement des économies de la région. Depuis plusieurs années, elle multiplie les réformes visant à moderniser ses outils, améliorer la gouvernance du marché et renforcer l'inclusion financière. La refonte du Bulletin Officiel de la Cote s'inscrit pleinement dans cette stratégie. En offrant un document plus clair, plus structuré et plus pédagogique, la BRVM confirme son ambition de faire du marché financier régional un espace crédible, accessible et durable. À travers ces innovations, l'institution réaffirme son rôle de moteur du développement économique et financier, au service d'un écosystème plus performant, plus transparent et tourné vers l'avenir.



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

Population en 2023 (FMI)

PIB/hab en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

9,1 M

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

Agriculture

Industrie

Services

57%

23%

20%

Source : tresor.economie.gouv.fr

Région des Grands Lacs

Sur le chemin de l'instauration d'une paix durable

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, Médiateur de l'Union africaine pour la résolution de la crise dans la région des Grands Lacs, poursuit avec détermination et constance ses actions diplomatiques en vue de l'instauration d'une paix durable dans cette partie du continent africain. C'est dans cette dynamique qu'il a présidé ce 17 janvier 2026 à Lomé, les travaux de la réunion de haut niveau sur la cohérence et la consolidation du processus de paix en République Démocratique du Congo (RDC) et dans la région des Grands Lacs.

Cette rencontre stratégique a réuni à Lomé d'éminentes personnalités africaines notamment Mahmoud Ali Youssouf, président de la Commission de l'Union africaine, les parties prenantes et le panel des facilitateurs de l'Union africaine composé des anciens présidents Olusegun Obasanjo du Nigeria, Uhuru Kenyatta du Kenya, Mokgweetsi Masisi du Botswana, et des anciennes présidentes Sahle-Work Zewde d'Éthiopie et Catherine Samba-Panza de la République centrafricaine, et plusieurs autres acteurs impliqués dans ce processus de paix. A l'ouverture de cette réunion de haut niveau, Faure Essozimna Gnassingbé a fixé clairement le cap des discussions. Il s'est appesanti sur l'urgence d'une coordination accrue des efforts de paix dans la région des Grands Lacs en vue de trouver des compromis durables face aux fragilités du contexte régional et international. « Nous sommes réunis aujourd'hui pour assumer pleinement nos responsabilités collectives. Cette Réunion de haut niveau intervient à un moment charnière. Nous ne sommes plus au temps des diagnostics répétés. Nous ne sommes plus au temps des déclarations, qui se superposent sans toujours se renforcer. La situation en République Démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs nous oblige à la cohérence de l'action » Face à cette situation, le Président du Conseil a articulé ses propos autour de quatre messages en guise d'orientations des travaux de cette réunion cruciale.

Faire de cette réunion de haut niveau un moment de vérité pour l'action africaine

Pour renforcer l'engagement collectif pour la paix et la sécurité, Faure Gnassingbé a, d'entrée de jeu, souligné le caractère décisif de cette rencontre pour l'action africaine en matière de paix et de sécurité, en appelant à une clarification politique et à une responsabilité collective accrue en vue de relever



les défis liés à la stabilité de la République Démocratique du Congo (RDC). « Nous devons démontrer notre capacité à ordonner nos efforts, à assumer nos responsabilités et à tenir un cap commun, même dans un environnement régional fragile, et dans un monde de plus en plus fragmenté ». Il est revenu sur l'enjeu de cette rencontre qui ne doit pas être perçue comme une conférence de plus, mais comme un moment-charnière de la diplomatie africaine qui engage la capacité du continent à résoudre les crises les plus complexes. « L'Afrique ne doit pas échouer dans sa mission de paix. L'enjeu est donc d'abord celui des conditions d'une paix durable en RDC et dans les Grands Lacs. Il est aussi celui de la maturité politique de l'action africaine face aux défis de sécurité et de stabilité du continent ».

Renforcer davantage la cohérence stratégique des actions

Cet engagement collectif appelle à la restauration de la cohérence stratégique, une exigence essentielle pour renforcer l'alignement, la complémentarité et la lisibilité de l'action africaine dans la recherche d'une paix durable et de la stabilité en République Démocratique du Congo (RDC), telle est la deuxième orientation du Président du Conseil. Cette cohérence, précise-t-il, doit être triple à savoir politique, institutionnelle et opérationnelle. « Il ne suffit pas de proclamer la paix. Il faut la construire dans le temps. Et nous savons qu'elle s'affaiblit lorsque les initiatives se juxtaposent sans coordination. L'expérience récente nous l'a montré : la fragmentation des cadres, des médiations et des initiatives

affaiblit la paix plus qu'elle ne la sert » a-t-il indiqué. Le Président du Conseil a ainsi appelé à un saut qualitatif en matière de cohérence, invitant les leaders africains, les parties prenantes et les partenaires à « dépasser les slogans diplomatiques et à faire en sorte que chaque effort contribue à une dynamique commune et non à une dispersion des stratégies ».

Pleine opérationnalisation du processus africain unifié

Le Président du Conseil a insisté sur la nécessité de faire entrer le processus africain unifié dans une phase pleinement opérationnelle. Au-delà de l'existence d'un cadre politique désormais établi sous le leadership de la Médiation de l'Union africaine, il a relevé la mise en œuvre rigoureuse, méthodique et constante des actions orientées vers des résultats concrets et durables en faveur de la paix. Pour le Président du Conseil, l'enjeu à ce stade n'est pas de formuler de nouveaux cadres ou engagements, mais d'assurer la mise en œuvre effective des décisions déjà arrêtées collectivement. Il ne s'agit pas non plus d'ajouter des déclarations de principe, mais de créer les conditions nécessaires à une action cohérente, concertée et durable. Le Président Faure Essozimna Gnassingbé a exprimé le vœu que cette réunion de Lomé marque un tournant décisif pour rendre pleinement opérationnelle l'architecture de la médiation africaine. Il a souligné à cet effet, l'importance de clarifier les rôles et les responsabilités, de renforcer les outils d'appui et de coordination des facilitateurs et d'élaborer une feuille de route réaliste et hiérarchisée, capable de transformer le cadre politique en un instrument concret et durable pour accompagner les efforts de paix.

Renforcer les dimensions humanitaires, sociales et économiques des efforts de paix

Le Président du Conseil a également rappelé que la synergie de tous les efforts politiques, diplomatiques et institutionnels ne trouvera sa véritable valeur que si

la paix se traduit par l'amélioration tangible des conditions de vie quotidienne des femmes, des hommes, des jeunes et des enfants affectés par les conflits, rappelant ainsi l'impact réel des efforts de paix sur les populations. « Nous devons garder en tête que la paix n'a de sens que si elle est vécue par les populations. Derrière nos cadres, nos textes et nos mécanismes, il y a des femmes, des hommes, et des enfants ; des communautés déplacées, privées de sécurité, de soins, d'école et de perspectives. La paix ne se mesure pas uniquement à la signature d'accords ni à la tenue de réunions. Elle se mesure à la sécurité retrouvée, à l'accès aux services essentiels et au retour progressif

de la confiance dans la vie quotidienne ». Pour terminer, le Président du Conseil, Médiateur de l'Union africaine pour la résolution de la crise dans l'Est de la RDC a invité les participants à garder cette évidence comme boussole car, dit-il, « la paix que nous cherchons à construire doit être utile, tangible et durable. Elle doit être avant tout au service des femmes, des hommes et des communautés qui subissent les conséquences du conflit. C'est à cette responsabilité collective que la Réunion de haut niveau de Lomé nous appelle ». Mahamoud Ali Youssouf, président de la Commission de l'Union africaine et Tête António,

représentant du président angolais, président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine se sont félicités de la tenue de la rencontre de Lomé qui trace une voie qui implique une empreinte purement africaine du processus d'une paix durable dans la région des Grands Lacs et en République Démocratique du Congo (RDC). Cette réunion de haut niveau de Lomé s'avère donc déterminante pour la feuille de route globale de la médiation, pour les plans de travail des Facilitateurs et les processus de Washington, de Doha et de Paris.

Avec *presidenceduconseil.gouv.tg*

Programme de stages de la BCEAO

Appel à candidatures au titre de l'année 2026

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ouvre son Programme de stages à destination des étudiants ressortissants de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). À travers ce dispositif, l'institution monétaire régionale entend renforcer les capacités des jeunes talents dans ses domaines de compétence, tout en favorisant leur insertion professionnelle. Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 30 janvier 2026.

● Joël Yanclo

Le Programme de stages de la BCEAO vise à offrir aux étudiants une immersion pratique dans les métiers liés à l'économie, la monnaie, la finance, la statistique, la stabilité financière, les activités bancaires et l'inclusion financière. Le programme concerne également plusieurs métiers supports tels que l'informatique, la comptabilité, la documentation et les archives. À travers ce cadre structuré, les stagiaires ont l'opportunité de compléter et de consolider leurs acquis académiques par une expérience professionnelle concrète. Encadrés par des experts de la Banque, ils participent à des travaux d'intérêt pour la BCEAO, tout en évoluant dans un environnement multiculturel, reflet de la diversité des États membres de l'UMOA. Le programme s'adresse aux étudiants ressortissants des huit pays de l'Union – Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo – âgés de 26 ans au plus à la date de clôture des candidatures. Les candidats doivent être inscrits au minimum en deuxième cycle, pour l'obtention d'un diplôme de



niveau Bac+5. La BCEAO encourage vivement les candidatures féminines, dans une logique de promotion de l'égalité des chances et de la diversité. Les stages sont d'une durée comprise entre trois et six mois et se déroulent soit au Siège de la BCEAO à Dakar, soit dans ses Agences Principales implantées dans chacun des États membres. À l'issue de la sélection, un thème de stage est attribué à chaque candidat retenu, en fonction de son profil et de sa spécialité de formation.

Immersion professionnelle encadrée et valorisante

Au-delà de l'apprentissage technique, le stage à la BCEAO constitue une véritable expérience professionnelle dans une institution monétaire et financière de référence en Afrique

de l'Ouest. Les stagiaires bénéficient d'un encadrement soutenu et d'un cadre de travail structuré, favorisant le développement de compétences analytiques, méthodologiques et professionnelles. Sur le plan matériel, la BCEAO accorde une indemnité mensuelle de stage et ouvre l'accès à plusieurs services sociaux, notamment la bibliothèque, le cabinet médical pour les consultations sur place, le service de restauration d'entreprise et les infrastructures de sport et de loisirs. Ces avantages contribuent à créer un environnement propice à l'apprentissage et à l'épanouissement des stagiaires. Toutefois, certaines responsabilités incombent aux bénéficiaires, notamment la prise en charge des démarches administratives, des frais de voyage, de séjour et d'hébergement lorsqu'ils résident hors du pays d'accueil. Une assurance responsabilité civile et maladie est également exigée pour toute la durée du stage. Les droits et obligations des parties sont formalisés dans une convention de stage signée entre la BCEAO, le stagiaire et, le cas échéant, l'établissement de formation.





M FAVOR ACADEMY
Le **1er et unique** centre de **Formation et de Certification**
en Domotique **KNX** de l'Afrique de l'Ouest.



Formation Immersive

Rejoins la génération connectée
des techniciens du futur.

Modules :

- ✓ Introduction à la domotique
- ✓ Formation théorique 10% pratique 90%
- ✓ Opportunités de carrière
- ✓ Attestation de fin de formation

Inscription

50 000 FCFA

Frais de formation :

150 000 FCFA

DATE DE LA FORMATION

19 au 20 et 22 au 23 Janvier 2026



ASSOCIATION WYCLIFFE-TOGO

311 rue 69 AFG, Quartier Aflao-Gakli B.P. 1525 Lomé-TOGO



<https://m-favor.com/immersion-knx>



+228 90449777 | +229 0161333235



🚀 OPPORTUNITÉ CARRIÈRE | EMPLOYABILITÉ & COMPÉTENCES

Dans un marché de plus en plus exigeant, ce ne sont plus les diplômes seuls qui font la différence, mais les compétences concrètes et l'employabilité.

🔗 La domotique KNX est aujourd'hui une compétence stratégique, recherchée dans les projets de bâtiments modernes : villas intelligentes, bureaux, hôtels, immeubles et sites industriels.

M FAVOR ACADEMY, le 1er Centre de formation et de certification en domotique KNX de l'Afrique de l'Ouest basé à Cotonou organise à Lomé:

📌 Formation immersive orientée compétences

- ✓ Théorie + forte pratique
- ✓ Câblage électrique & domotique KNX
- ✓ Programmation ETS6
- ✓ Cas réels de terrain
- ✓ Compétences directement valorisables sur le marché

📍 **Lomé**

📅 **1^{re} session 19 au 20 & 2^e Session 22 au 23 Janvier 2026**

💰 Inscription : **50 000 FCFA**

📁 Frais de formation : **150 000 FCFA**

📞 Infos & inscription :

🔗 <https://m-favor.com/immersion-knx/>

Contact: +228 90449777 / +229 0195864003



LE GROUPE CORIS RACHETE « BCA », LE LEADER BANCAIRE DU CAP VERT

Le jeudi 15 janvier 2026 à Praia, le Groupe Coris a finalisé le closing de la Banco Comercial do Atlântico (BCA), première banque du Cap-Vert, précédemment détenue majoritairement par Caixa Geral de Depósitos (CGD).

Cette acquisition prévoit le transfert à Coris Holding de 59,81 % du capital détenu par le Groupe CGD, marquant ainsi une étape décisive dans l'ambition panafricaine du Groupe Coris.

« Il s'agit d'une acquisition hautement stratégique pour le Groupe Coris, qui pénètre un nouveau marché en Afrique de l'Ouest. En rachetant la BCA, notre Groupe ne réalise pas seulement une acquisition, il scelle un partenariat de long terme avec le Cap-Vert pour bâtir un pôle bancaire plus moderne et tourné vers l'international, au service des entreprises, des populations et du rayonnement économique du Cap-Vert en Afrique », souligne M. Idrissa NASSA, Président du Groupe Coris.

Le Groupe Coris entend devenir le partenaire de choix du Cap-Vert dans la transformation du pays en une plateforme de services financier élargissant le marché des produits « Made in Cabo Verde » en Afrique.

Leader dans le financement des PME et des entreprises locales dans les zones d'implantation, le Groupe Coris se positionne pour participer activement au développement de l'économie du Cap Vert et au bien-être de ses populations.

Ce rachat porte ainsi la couverture géographique du Groupe Coris à onze (11) pays en Afrique.

Troisième groupe bancaire de l'UEMOA, le Groupe Coris est présent en Afrique sous l'enseigne Coris Bank International, avec l'ambition affirmée d'être un véritable accélérateur de croissance dans ses zones d'implantation.

Il contribue activement au financement des économies locales et propose une offre complète adaptée à tous les segments de clientèle, en particulier les PME/PMI, moteur essentiel de développement et de création de valeur.

Contact Presse
Email : contact@coris-holding.com
www.coris-holding.com

Burkina Faso–Russie

Un accord pour dynamiser la formation et la recherche

Après la signature en février 2025 de six accords entre universités burkinabè et russes, Ouagadougou et Moscou franchissent une nouvelle étape en structurant leur coopération académique pour renforcer la formation scientifique et la mobilité des talents.

Le Burkina Faso et la Fédération de Russie ont officialisé, le lundi 12 janvier à Ouagadougou, un mémorandum d'entente pour étendre et approfondir leur coopération dans l'enseignement supérieur et les sciences, a annoncé le ministère burkinabè de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI). La convention a été signée par Adjima Thiombiano, ministre de l'Enseignement supérieur, et Nataliia Krasovskaia, directrice exécutive du Centre de la diplomatie publique de la Fédération de Russie. Ce cadre de coopération de cinq ans engage les deux pays à renforcer la collaboration par l'échange d'informations et d'expériences, et l'organisation commune d'activités académiques. Il prévoit la conception et la mise en œuvre de programmes de mobilité académique pour étudiants, enseignants et chercheurs, incluant des échanges universitaires, stages et univer-



sités d'été, selon le communiqué officiel. Aux yeux des autorités burkinabè, cet accord répond à un besoin stratégique de renforcer les compétences locales. « Faire de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique un vecteur d'émancipation, de coopération et de souveraineté », a souligné M. Thiombiano lors de la signature. Dans un contexte où le Burkina Faso réforme son enseignement supérieur pour mieux répondre aux besoins socio économiques, les autorités ont engagé une restructuration des cursus pour renforcer la spécialisation des formations et rapprocher l'offre universitaire des besoins du marché. La carte universitaire 2025 prévoyait la fermeture de 30 an-

ciennes filières et la création de 360 nouvelles formations, dont une majorité de niveaux Bac+4, afin d'améliorer la qualité et l'adéquation aux besoins productifs du pays. Malgré ces efforts, le secteur reste confronté à des défis structurels. En 2023 2024, le Burkina Faso comptait environ 225 902 étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur public et privé, soit environ 1003 étudiants pour 100 000 habitants, bien en dessous de la moyenne recommandée par l'UNESCO. Du côté russe, Moscou a renforcé son attractivité éducative pour les étudiants burkinabè. En 2024 2025, le quota de bourses d'État accordées aux étudiants burkinabè a plus que doublé, permettant à plus de 3500 Burkinabè d'être formés en Russie et prévoyant l'octroi d'au moins 27 bourses supplémentaires, selon le président russe Vladimir Poutine lors d'un entretien bilatéral.

Avec Agence Ecofin

Afrique de l'Ouest

Sahel Capital mobilise 29 millions \$ pour l'agroalimentaire

Sahel Capital annonce la première clôture de son fonds de capital-développement successeur, Sahel Capital Agribusiness Fund II (« SCAF II »), début décembre 2025, avec 29 millions de dollars d'engagements.

● Wilson Lawson

Cette première clôture a été menée par la KfW Development Bank, aux côtés d'un family office américain participant via le véhicule mauricien. Les engagements auprès du véhicule domicilié au Nigéria seront admis après l'obtention de l'approbation de la Securities and Exchange Commission (SEC) nigériane. SCAF II vise une clôture finale de 75 millions de dollars au cours des 12 prochains mois. SCAF II succède au Fonds de financement agricole du Nigéria (« FAFIN ») et est structuré comme un véhicule de financement mixte, comprenant une tranche de première perte, et bénéficiant d'une double domiciliation à Maurice et au Nigéria. Le fonds investira en capital-développement tout au long de la chaîne de valeur agroalimentaire en Afrique de l'Ouest, en ciblant principalement le Nigéria, le



Ghana, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, et les entreprises qui renforcent la sécurité alimentaire, améliorent la résilience climatique, favorisent la substitution des importations et optimisent l'efficacité de la chaîne de valeur. Grâce à ses investissements, SCAF II devrait soutenir la création de plus de 2 000 emplois directs, améliorer les conditions de vie d'environ 30 000 petits exploitants agricoles et

contribuer à une réduction estimée à 145 000 tonnes d'émissions de CO₂ équivalent sur la durée du fonds, grâce à des investissements dans la logistique du froid, l'efficacité des procédés de transformation et la réduction des pertes après récolte. Parallèlement à sa première clôture, SCAF II a réalisé son premier investissement en acquérant une participa-

tion minoritaire significative dans Delifrost Caterers Limited, la principale plateforme nigériane intégrée de distribution sous chaîne du froid pour les produits alimentaires réfrigérés emballés. Fondée en 2010, Delifrost a connu une croissance substantielle au cours des 15 dernières années, développant ses propres marques, améliorant l'efficacité de sa chaîne d'approvisionnement sous chaîne du froid et réduisant l'intensité carbone de la distribution alimentaire au Nigéria. Cet investissement s'inscrit dans la stratégie de SCAF II, qui consiste à soutenir des entreprises évolutives et commercia-

lement attractives générant des résultats mesurables en matière de développement et de climat. « La première clôture de SCAF II, ainsi que notre premier investissement, témoignent de la grande confiance des investisseurs dans notre stratégie et notre capacité à initier et à réaliser des transactions de grande qualité », a déclaré Mezuo Nwuneli, associé gérant de Sahel Capital. « Notre portefeuille de projets est solide, nos thématiques d'investissement sont de plus en plus urgentes et nous restons déterminés à bâtir des entreprises agroalimentaires résilientes et rentables qui relèvent les défis de la sécurité

alimentaire et du changement climatique en Afrique de l'Ouest. » « Notre partenariat avec Sahel Capital reflète un engagement commun à renforcer la sécurité alimentaire grâce à des chaînes d'approvisionnement nationales robustes qui relient les entreprises agroalimentaires aux petits exploitants agricoles », a déclaré Oliver Van Bergeijk, responsable de la division Actions et Fonds – Afrique subsaharienne et Amérique latine chez KfW. Sahel Capital est une société d'investissement privée de premier plan, spécialisée dans le secteur agroalimentaire subsaharien.





BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 16 janvier 2026

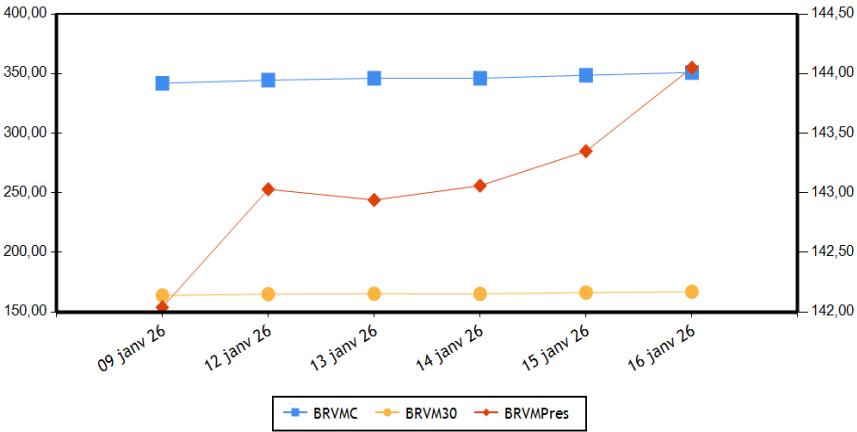
N° 11

BRVM COMPOSITE	350,94
Variation Jour	0,66 %
Variation annuelle	1,50 %

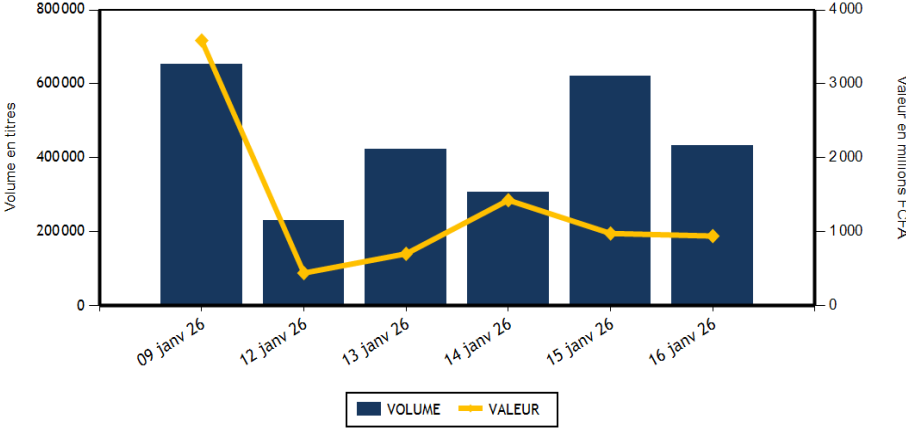
BRVM 30	167,13
Variation Jour	0,46 %
Variation annuelle	0,54 %

BRVM PRESTIGE	144,05
Variation Jour	0,49 %
Variation annuelle	-0,14 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	13 530 620 001 401	0,66 %
Volume échangé (Actions & Droits)	411 844	-30,61 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	735 649 485	-3,03 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	23	-11,54 %
Nombre de titres en baisse	10	0,00 %
Nombre de titres inchangés	14	27,27 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	11 368 812 153 516	0,02 %
Volume échangé	20 612	-23,88 %
Valeur transigée (FCFA)	206 054 630	-5,47 %
Nombre de titres transigés	10	100,00 %
Nombre de titres en hausse	1	-50,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	8	700,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
EVIOSYS PACKAGING SIEM CI (SEMC)	1 310	7,38 %	87,14 %
UNILEVER CI (UNLC)	46 445	6,83 %	35,70 %
SOLIBRA CI (SLBC)	29 300	6,08 %	1,38 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 910	5,25 %	0,90 %
NESTLE CI (NTLC)	11 100	3,64 %	4,23 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	11 105	-3,89 %	3,01 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	1 555	-2,81 %	2,64 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	2 550	-1,92 %	2,00 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	2 350	-1,88 %	0,64 %
FILTISAC CI (FTSC)	2 135	-0,70 %	-3,83 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	144,05	0,49 %	-0,14 %	23 135	361 153 795	10,76
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	227,30	1,14 %	4,43 %	388 709	374 495 690	13,80

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	135,14	0,66 %	1,50 %	411 844	735 649 485	11,93

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	94,30	0,10 %	-0,63 %	12 610	280 857 915	9,78
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	172,07	0,61 %	-0,55 %	19 086	36 455 165	59,55
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	148,16	0,28 %	1,58 %	301 442	156 646 050	9,82
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	228,72	3,57 %	5,85 %	11 645	123 963 515	11,13
BRVM - INDUSTRIELS	6	145,90	-0,01 %	10,25 %	49 147	87 761 440	11,49
BRVM - ENERGIE	4	113,19	-0,90 %	2,06 %	6 405	14 223 725	14,16
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	113,30	0,00 %	6,99 %	11 509	35 741 675	14,05

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	11,93
Taux de rendement moyen du marché	7,56
Taux de rentabilité moyen du marché	9,52
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	179
Volume moyen annuel par séance	441 809,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 215 738 775,99

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	6,38
Ratio moyen de satisfaction	23,12
Ratio moyen de tendance	362,28
Ratio moyen de couverture	27,60
Taux de rotation moyen du marché	0,04
Prime de risque du marché	2,63
Nombre de SGI participantes	35

Groenland

L'Europe affiche une réponse unie et ferme

Face aux menaces de droits de douane brandies par le président américain Donald Trump, plusieurs dirigeants européens, à commencer par Emmanuel Macron, ont dénoncé une pression jugée « inacceptable » et promis une réponse coordonnée pour défendre la souveraineté européenne et l'unité transatlantique.

Rarement les Européens auront répondu aussi vite – et aussi frontalement – à une menace venue de Washington. Après l'annonce par Donald Trump de droits de douane pouvant atteindre 25 % contre huit pays européens tant que les États-Unis n'auront pas obtenu la « vente complète et intégrale » du Groenland, les réactions se sont multipliées à Paris, Bruxelles et dans plusieurs capitales européennes. Emmanuel Macron a jugé ces menaces « inacceptables » et promis une réponse « unie et coordonnée » des Européens si elles venaient à être mises à exécution. « Les menaces tarifaires n'ont pas leur place dans ce contexte. Nous saurons faire respecter la souveraineté européenne », a-t-il écrit sur le réseau X, ajoutant qu'« aucune intimidation ni menace ne saurait nous influencer, ni en Ukraine, ni au Groenland, ni ailleurs dans le monde ». Dans l'entourage du chef de l'État, on indiquait hier soir qu'Emmanuel Macron doit s'entretenir « dans les toutes prochaines heures » avec ses homologues européens, en particulier ceux directement visés par les mesures américaines. L'Union européenne dispose, rappelle-t-on à Pa-



ris, « d'instruments robustes permettant de répondre à ces pratiques et de défendre ses entreprises ». À Bruxelles, la réaction a été tout aussi ferme. Dans un communiqué commun, le président du Conseil européen Antonio Costa et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen ont mis en garde contre « une spirale dangereuse », soulignant que des droits de douane « affaibliraient les relations transatlantiques ». « L'Europe restera unie, coordonnée et déterminée à défendre sa souveraineté », ont-ils assuré.

Une réunion des ambassadeurs de l'UE ce dimanche

Une réunion extraordinaire des ambassadeurs des 27 États membres de l'Union européenne doit se tenir dimanche après-midi à Bruxelles, signe de la volon-

té de coordination rapide face à une escalade jugée sans précédent entre alliés. Cette unité européenne trouve aussi un écho au Groenland même. La ministre groenlandaise des Ressources minières Naaja Nathanielsen a salué les premières réactions européennes, se disant « reconnaissante et remplie d'espoir que la diplomatie et les alliances prévaudront », alors que plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Nuuk contre toute prise de contrôle de l'île par les États-Unis. Les menaces américaines interviennent alors que plusieurs pays européens participent à une mission militaire au Groenland dans le cadre de l'exercice danois Arctic Endurance, conduit avec des alliés de l'Otan. Un déploiement qualifié par Bruxelles de « non menaçant », mais perçu par Washington comme un « jeu très dangereux ».

(Avec AFP)

Droits de douane américains

Macron demande à activer l'instrument anti-coercition de l'UE

Face aux menaces de surtaxes douanières brandies par le président américain Donald Trump, Emmanuel Macron envisage de demander l'activation de l'instrument anti-coercition de l'Union européenne. Une réponse jugée nécessaire par Paris, alors que plusieurs responsables dénoncent une « guerre économique » visant des pays alliés.

Le bras de fer engagé par Washington autour du Groenland fait monter d'un cran la tension commerciale et diplomatique entre alliés occidentaux. Emmanuel Macron, qui sera « toute la journée en contact avec ses homologues européens », demandera « l'activation de l'instrument anti-coercition » de l'Union européenne si les menaces de nouveaux droits de douane américains sont mises à exécution, a indiqué dimanche son entourage. Cet outil, adopté par l'UE en 2023, permet notamment de restreindre l'accès aux marchés publics européens ou de bloquer certains investissements étrangers, sous réserve d'une majorité qualifiée des États membres. « C'est un outil qui est parfaitement adapté à la situation actuelle et il faut évidemment ne pas hésiter à le brandir, voire à l'utiliser si cela s'avérait nécessaire », a affirmé sur RTL Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale. Selon un proche du chef de l'État, ces menaces commerciales « posent la question de la validité de l'accord » tarifaire conclu entre l'Union européenne et les États-Unis en juillet dernier, qui avait permis d'apaiser temporairement les tensions transatlan-



tiques. La ministre déléguée aux Armées Alice Rufo a, elle, dénoncé une « forme de guerre économique ». « On entre dans un domaine qui relève de la coercition (...) c'est une volonté d'imposer une politique par une rétorsion économique très violente », a-t-elle estimé sur France 3, jugeant « absurde » de « punir des alliés » engagés dans la sécurité de l'Arctique. Les menaces américaines visent huit pays européens — Danemark, Norvège, Suède, France, Allemagne, Royaume-Uni, Pays-Bas et Finlande — ayant participé à l'envoi de personnels militaires au Groenland dans le cadre de l'exercice danois Arctic Endurance, conduit avec des alliés de l'Otan. « Un pays nous appelle pour dire qu'il veut démontrer qu'il défend sa souveraineté, on répond présent », a rappelé la ministre. À Bruxelles, une réu-

nion extraordinaire des ambassadeurs des 27 est prévue dimanche après-midi afin de coordonner la réponse européenne. « L'Europe n'est pas désarmée, ni diplomatiquement, ni économiquement, ni commercialement », a assuré Alice Rufo, plaidant pour une réaction « unie et cohérente ». Depuis Séoul, la cheffe du gouvernement italien Giorgia Meloni a qualifié d'« erreur » la menace de nouvelles surtaxes américaines. « Imposer de nouvelles sanctions aujourd'hui serait une erreur », a-t-elle déclaré, indiquant en avoir discuté avec Donald Trump et avec le secrétaire général de l'Otan. Tout en cherchant à minimiser le conflit, elle a évoqué « un problème de compréhension et de communication » entre l'Europe et les États-Unis sur le dossier du Groenland.

(Avec AFP)

Taxes aériennes

Le PDG de Ryanair s'en prend à la Belgique

La compagnie aérienne va réduire ses capacités dans le pays, en raison d'une nouvelle taxe, critiquée par son patron.

La compagnie aérienne Ryanair a annoncé mercredi envisager de réduire ses capacités en Belgique à partir de fin 2026, notamment sur son hub très fréquenté de Charleroi, reprochant aux autorités belges une série de taxes « stupides » de nature à réduire le trafic. « Hausses de taxes insensées », « gouvernement stupide » : le PDG de Ryanair Michael O'Leary s'en est pris aux autorités belges avec son habituel ton offensif et provocateur, lors d'une conférence de presse à Bruxelles. « Ce qui est extraordinaire dans la stupidité du gouvernement belge, c'est qu'il a eu cette idée visionnaire d'augmenter les taxes sur les passagers, à un moment où presque tous les autres pays européens suppriment leurs taxes environnementales et sur les voyages », a lancé Michael O'Leary. « Ce que ces politiciens stupides ne comprennent pas, c'est que



le transport aérien et les passagers sont mobiles », a-t-il enchaîné.

Taxe fédérale relevée à 10 euros

Charleroi, deuxième aéroport de Belgique derrière Bruxelles-Zaventem, est une plateforme majeure de Ryanair sur le continent européen, desservant un grand nombre de destinations dans le bassin méditerranéen. L'aéroport a dit craindre la perte d'un millier d'emplois directs et indirects. La compagnie à bas coûts pourrait retirer un quart de sa vingtaine d'avions basés sur cet aéroport ou en tout cas « réduire la fréquence » de

certaines dessertes, selon M. O'Leary. Dans son collimateur figure une taxe fédérale relevée à 10 euros sur chaque départ en avion depuis le sol belge. Afin d'encourager les options alternatives au transport aérien, le gouvernement dirigé par Bart De Wever a décidé l'an dernier que ce montant forfaitaire serait dû à compter de 2027 pour tous les vols, pas seulement ceux d'une distance de moins de 500 km comme c'est déjà le cas.

Investissements limités ?

Ryanair, qui se présente comme la première compagnie aérienne sur le marché belge avec 11,6 millions de personnes transportées en 2025, cible aussi une taxe communale de la ville de Charleroi, qui doit encore être validée par l'exécutif régional de la Wallonie (sud). (afp)

Cointrin

Moins de vols à Genève mais plus de passagers en 2025

Des avions plus gros et des compagnies incitées à mieux les remplir expliquent ces chiffres.

En 2025, Genève Aéroport a accueilli 17'848'370 passagers, en hausse de 0,29% par rapport à 2024 (17'796'333 passagers). Simultanément, le nombre de mouvements d'avions recule à 177'288, soit -1,02% par rapport à 2024 (179'107 mouvements). Un double phénomène déjà observé en 2024. Les explications sont les suivantes : une utilisation d'avions plus grands, un taux de remplissage en hausse et une politique financière de Genève Aéroport incitant les compagnies aériennes à augmenter le taux d'occupation par avion.

Avions remplis aux trois quarts

En 2025, le taux d'occupation des sièges a dépassé 76,5%. Par rapport à 2019, année avant Covid, le nombre de passagers est inférieur de 0,44% et le nombre de mou-

vements d'avions est lui en recul de 4,71%. Pour rappel, en 2019, Genève Aéroport avait enregistré 17'926'625 passagers et 186'044 mouvements. La desserte de Genève Aéroport, qui comptait 146 liaisons directes en 2024, augmente avec 149 destinations en 2025, dont une liaison intercontinentale supplémentaire, Shanghai, opérée par China Eastern depuis le 16 juin 2025. Les parts de marché des dix premières compagnies aériennes pour l'année écoulée se répartissent ainsi : easyJet (46%), SWISS (12,4%), British Airways (4,4%), Air France (3,2%), Iberia (2,9%), KLM Royal Dutch Airlines (2,5%), TAP Portugal (2,0%), Brussels Airlines (1,9%), Emirates (1,8%) et Turkish Airlines (1,7%).

Appareils plus silencieux, consommant moins

Depuis plusieurs années,

par des mesures financières incitatives, Genève Aéroport encourage les compagnies aériennes à privilégier des avions de dernière génération, dite classe 5. Ces avions, moins bruyants et moins gourmands en kérosène, ont représenté en 2025 34,04% des mouvements d'avions de ligne et charters (31,85% en 2024). Autre point d'attention : en 2025, les mouvements entre 22 heures et 6 heures du matin, toutes catégories confondues, y compris les vols sanitaires, ont été au nombre de 9514, soit 5,37% des vols (5,56% des vols en 2023 et 5,52% en 2024). Soucieux de réduire les vols nocturnes et en particulier les décollages en retard après 22 heures, Genève Aéroport a conçu et mis en place un système de redevances dissuasives entré en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Avec latribune.fr

Afrique de l'Ouest et du Centre

Des millions de vies en danger à cause des violences et coupes budgétaires

Les coupes budgétaires et l'escalade de la violence plongent des millions de personnes dans une urgence alimentaire dramatique. Le Programme alimentaire mondial (PAM) alerte : 55 millions d'habitants risquent une famine critique cet été, dont plus de 13 millions d'enfants en danger.

Pour éviter un désastre humanitaire, l'agence onusienne réclame plus de 453 millions de dollars dans les six prochains mois. Une récente analyse pour ces deux régions prévoit également que plus de trois millions de personnes seront confrontées à une insécurité alimentaire de niveau d'urgence (phase 4 du Cadre Intégré de classification de la sécurité alimentaire - IPC) cette année, soit plus du double des 1,5 million de personnes touchées en 2020. Quatre pays - le Nigéria, le Tchad, le Cameroun et le Niger - représentent 77 % des chiffres relatifs à l'insécurité alimentaire, dont 15.000 personnes dans l'État de Borno au Nigéria qui risquent de souffrir d'une famine catastrophique (IPC-5) pour la première fois depuis près d'une décennie. « La réduction des financements que nous avons constatée en 2025 a aggravé la faim et la malnutri-



tion dans toute la région. Les besoins dépassant les financements, le risque que les jeunes sombrent dans le désespoir augmente également », a déclaré Sarah Longford, directrice régionale adjointe du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Mali, Nigéria, Cameroun

Une combinaison toxique de conflits croissants, de déplacements de population et de troubles économiques a aggravé la famine dans la région, mais la réduction de l'aide humanitaire pousse désormais les communau-

tés au-delà de leurs capacités d'adaptation. Au Mali, la réduction des rations alimentaires a entraîné une hausse de 64 % de la famine aiguë dans certaines régions, tandis que les zones bénéficiant de rations complètes ont vu une baisse de 34 %. L'insécurité continue perturbe les approvisionnements, et 1,5 million de Maliens vulnérables pourraient faire face à une crise alimentaire. Au Nigéria, le manque de financement en 2025 a forcé le PAM à réduire ses programmes nutritionnels, affectant plus de 300.000 enfants. La malnutrition est passée de « grave » à « critique »

dans plusieurs États du nord, et les perspectives de financement actuelles risquent d'aggraver la situation, avec seulement 72.000 personnes pouvant être aidées en février, contre 1,3 million l'an dernier. Au Cameroun, plus d'un demi-million de personnes vulnérables pourraient être privées d'aide vitale si le financement d'urgence n'est pas assuré dans les semaines à venir.

453 millions de dollars nécessaires d'urgence

Ces crises alimentaires successives illustrent l'urgence d'une approche plus proac-

tive, capable d'empêcher que des populations vulnérables se retrouvent chaque année au bord de la famine. Pour « briser ce cycle de la faim » pour les générations futures, le PAM prône un changement de paradigme en 2026 : les gouvernements nationaux et leurs partenaires doivent accroître leurs investissements dans la préparation, les mesures anticipatives et le renforcement de la résilience afin de donner aux communautés les moyens d'agir. Dans ce contexte, le PAM a besoin de toute urgence de plus de 453 millions de dollars au cours des six prochains mois pour continuer à fournir une aide humanitaire vitale dans toute la région. « Il est essentiel que nous soutenions les communautés en crise, afin que la faim rampante ne provoque pas davantage de troubles, de déplacements et de conflits dans toute la région », a insisté Mme Longford.

Les solutions existent

Depuis plusieurs années, le

Programme alimentaire mondial s'attaque aux causes profondes de l'insécurité alimentaire aiguë en Afrique de l'Ouest à travers des programmes de résilience, des initiatives d'alimentation scolaire, la création d'infrastructures communautaires et un appui aux gouvernements pour renforcer les systèmes de protection sociale. Ces efforts ont déjà permis des avancées concrètes. Dans le cadre des programmes de résilience, plus de 300 000 hectares de terres dégradées ont été réhabilités depuis 2018, « transformant ce qui ressemblait à un paysage lunaire en terres arables », et protégeant ainsi environ quatre millions de personnes face aux chocs climatiques. Pour le PAM, les réponses sont connues et éprouvées. « Les solutions existent. Malheureusement, elles ne sont pas financées pour le moment », a précisé M. Bauer.

HOROSCOPE finance

Bélier L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

Taureau Ne vous lancez pas ce jour dans des opérations financières trop audacieuses : les influx n'y seront pas favorables. Au lieu de n'en faire qu'à votre tête, écoutez plutôt les conseils avisés de certains de vos proches.

Gémeaux Ne vous laissez pas déborder par les problèmes financiers en essayant de les éviter. Soyez très circonspect dans vos dépenses. Mettez soigneusement vos comptes à jour pour prévenir les oublis susceptibles d'avoir de fâcheuses conséquences.

Cancer De petits problèmes financiers vous perturberont et vous obligeront à remettre à plus tard vos folles envies de dépense. Soyez plus économe, plus raisonnable, afin d'éviter les fins de mois difficiles et démoralisantes.

Lion Le climat astral ne sera pas favorable aux associations d'affaires. Si vous avez un partenaire financier, celui-ci pourrait très bien vouloir rompre les relations, à moins que ce ne soit pas vous qui préféreriez-vous passer de ses services.

Vierge En ce qui concerne votre situation pécuniaire, l'expansion sera au programme. Vous pourrez compter sur des coups de pouce de la chance, mais vous saurez également nouer des alliances très utiles, qui déboucheront sur des appuis financiers conséquents.

Balance Ce sera le moment de vous occuper sérieusement de votre situation financière. Une gestion saine et efficace vous permettra de faire fructifier vos ressources. Vous pourriez bénéficier d'un coup de veine. Chance aux jeux accrue ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Scorpion Limitez vos dépenses ; ne faites pas le gros achat que vous envisagiez depuis quelque temps, malgré les diverses incitations de la part du vendeur. Evitez les jeux de hasard, même les plus anodins, parce qu'ils sont aptes à diminuer votre détermination en vous faisant entrevoir la facilité. Avancez résolument et avec optimisme : le succès total est au bout du chemin.

Capricorne Evitez de vous lancer dans des opérations financières hasardeuses. En effet, vous serez soumis à des influences planétaires très négatives, et toute tentative dans ce domaine serait vouée à l'échec.

Sagittaire Le Soleil influençant l'un des secteurs d'argent de votre thème natal va vous aider à bien gérer votre budget. De plus, la Lune aura elle aussi des répercussions positives sur le plan financier. Et puis, Neptune et Uranus, deux astres plutôt favorables, vont vous aider à faire les bons choix.

Verseau Votre équilibre financier ne devrait subir aucun changement, ni en bien ni en mal. Jupiter, qui vous est toujours favorable, vous aidera cependant à bénéficier d'une certaine chance et à faire les bons choix en matière d'achats ou de placements. N'hésitez pas à prendre rendez-vous avec votre banquier pour profiter de cette influence favorable.

Poisson C'est décidé : vous allez consacrer tous vos efforts à améliorer votre situation matérielle. Vous aborderez cette journée avec de bonnes résolutions. Le tout sera de les appliquer ! Mais la planète Mercure vous soutiendra.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télèssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

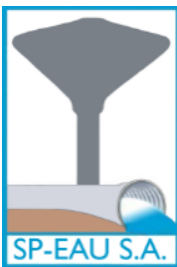
Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



SOCIÉTÉ DE PATRIMOINE EAU ET ASSAINISSEMENT
EN MILIEUX URBAIN ET SEMI URBAIN (SP-EAU S.A.)

Section I. Avis d'Appel d'Offres (A.A.O)

Avis d'Appel d'Offres Ouvert (AAOO)

SOCIETE DE PATRIMOINE EAU ET ASSAINISSEMENT EN MILIEUX URBAIN
ET SEMI-URBAIN (SP-EAU) S.A

AOO n°01/2026/ SP-EAU/DG/PRECOS/Coord/PRMP/SPM

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'Avis Général d'Appel d'Offres paru dans Togo presse du 21 Février 2025.
2. La SP-EAU a obtenu du Fonds Africain de Développement (FAD) un don d'un million d'unités de compte (UC) en vue du financement du Projet de Renforcement de la Cohésion Sociale (PRECOS), et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché pour l'acquisition de kits de production et de transformation au profit de Coopératives de femmes et de jeunes dans la région des Savanes, objet du présent Avis d'Appel d'Offres.
3. La SP-EAU sollicite des offres sous plis fermés de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la livraison de ces kits répartis en quatre (04) lots comme suit :
- Lot 1 : Kit d'équipements agricoles, rizicultures et maraîchères
Lot 2 : Kit de transformation des produits agricoles à savoir : le néré en moutarde, graines de soja en fromage et lait, graines de karité en beurre ou huile et Etuvage de riz
Lot 3 : Tricycle cargo
Lot 4 : Kits d'équipements et d'intrants pour l'élevage
- Le montant estimatif du marché est de : deux cent quarante-cinq millions quatre cent quarante et un mille (245.441.000) FCFA HT dont :
- Lot 1 : cent douze millions cinq cent soixante-six mille (112.566.000) FCFA HT
Lot 2 : soixante-dix-huit millions six cent soixante-quinze mille (78.675.000) FCFA HT
Lot 3 : vingt-neuf millions sept cent mille (29.700.000) FCFA HT
Lot 4 : vingt-quatre millions cinq cent mille (24.500.000) FCFA HT.
- Aucune variante n'est autorisée.
4. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini par le Code des marchés publics en vigueur et ses textes d'application, et ouvert à tous les candidats éligibles.
5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de **Monsieur la Personne Responsable des Marchés Publics de la SP-EAU**, et prendre connaissance des documents d'Appel d'Offres en français, de lundi à vendredi, de 08h 00 mn à 12h 00 mn et de 15h 00 mn à 17h 00 mn, aux adresses ci-dessous mentionnées :
- Personne Responsable des Marchés Publics**
Société de Patrimoine Eau et Assainissement en Milieux Urbain et Semi Urbain
Bd des armées ; Tokoin Habitat, non loin de la CAMEG-Togo BP : 8608 Lomé-TOGO
Bureau de la cellule de gestion des marchés publics
Tél. : (228) 22 22 89 54/98 66 33 74.
6. Les exigences en matière de qualifications sont :
- ✓ Avoir exécuté et achevé de manière satisfaisante au moins un (01) marché d'acquisition d'équipements de nature similaire au cours des cinq (05) dernières années ;
 - ✓ Avoir réalisé un chiffre d'affaires annuel moyen au cours des trois (03) dernières années (2022, 2023 et 2024) au moins égal à 0,5 fois le montant de son offre ;

- Fournir la preuve écrite et ferme de **capacité financière (disponibilité de liquidité financière)** attestant que le soumissionnaire a accès à des facilités de crédits **d'un montant permanent équivalent au moins à 0,5 fois le montant de son offre en francs CFA ;**
- ✓ Evoluer dans la fabrication et/ou distribution de fournitures de nature similaire ;
- Etre en règle avec l'administration publique en présentant dans l'offre les pièces administratives indiquées au point 11.1 des Données Particulières du Dossier d'Appel d'Offres (DPAO). Voir le DPAO pour les informations détaillées.
7. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de **Cent Mille (100 000) FCFA** à l'adresse mentionnée ci-après :
- Bureau de la cellule de gestion des marchés publics (CGMP), sis à la Direction Générale de la SP-EAU au rez de chaussée à côté de la pharmacie Justine non loin du CAMEG Togo. La méthode de paiement sera en espèce contre une quittance. Le Dossier d'Appel d'offres sera remis main en main.
8. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après :

*Direction Générale de la Société de Patrimoine Eau et Assainissement
en Milieux Urbain et Semi Urbain (SP-EAU)
Bureau de la Cellule de Gestion des Marchés Publics
Bd des armées ; Tokoin Habitat, non loin de la CAMEG-Togo BP : 8608 Lomé-TOGO
Tél. : (228) 22 22 89 54/98 66 33 74.*

- au plus tard le **06 février 2026 à 10 h 00 mn TU**. La soumission des offres par voie électronique n'est pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.
9. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, d'un montant de
- Lot 1 : un million six cent quatre-vingt-quatre mille (1.689.000) francs CFA ;**
- Lot 2 : un million cent quatre-vingt mille (1.180.000) francs CFA ;**
- Lot 3 : quatre cent quarante-cinq mille cinq cent (445 500) francs CFA ;**
- Lot 4 : trois cent soixante-sept mille cinq cents (367.500) francs CFA.**
10. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de **cent vingt (120) jours** à compter de la date limite du dépôt des offres.
11. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le **même jour du 06 février 2026 à 10 h 30 mn, à la Salle de réunion de la Direction Générale de la SP-EAU sise au Bd des armées ; Tokoin Habitat, non loin de la CAMEG-Togo BP : 8608 Lomé-TOGO ; Tél. : (228) 22 22 89 54/98 66 33 74**

Fait à Lomé le 05 janvier 2025

La Personne Responsable des
Marchés Publics
Kwami Sefiamo DZINAKU

Agou / concours « valorisation des meilleures pratiques agroécologiques »

Trois lauréats primés

Trois lauréats du concours « Valorisation des meilleures pratiques agroécologiques », organisé par l'Union chrétienne des jeunes gens (UCJG/YMCA), ont reçu, le mercredi 14 janvier, des certificats et des prix à Avétonou, dans la commune Agou 1.

Noviva Yao Elom, agro écologiste de formation, a convaincu le jury par ses techniques de culture et de conservation de l'ananas. Il a remporté la première place et est reparti avec un lot de matériels agricoles estimé à 500 000 FCFA. Le prix est composé essentiellement d'une débroussailluse à essence, deux appareils pulvérisateurs de traitement, d'un semoir automatique, d'arrosoirs, de coupe-coupe, de houes et de dadas, de râteaux et d'accessoires de motopompe. Jérémie Gada est arrivé en deuxième position et a reçu un kit estimé à 400 000 FCFA, composé d'une balance électronique de 200 kg, d'un micro projecteur et d'un poly tank de 2 000 litres. Caroline Tchilalou Agnan occupe la troisième position et est reparti avec un kit estimé à 300 000 FCFA, composé de deux pulvérisateurs (électrique et manuel), d'une motopompe avec ses accessoires et d'un téléphone Android de marque Tecno. Organisé par l'Union chrétienne des jeunes gens (UCJG/YMCA), ce concours s'inscrit dans le cadre du projet « Jeunes comme agents de changement environnemen-



tal (JACE) ». L'objectif est de contribuer au renforcement de capacités des jeunes et des femmes dans le secteur agricole. Il s'agit aussi d'identifier, de valoriser et de vulgariser les bonnes pratiques agroécologiques résilientes qui contribuent à atténuer les impacts du changement climatique sur l'agriculture. Le représentant du directeur régional de l'Agriculture des Plateaux Ouest, Dosouza Ephraïm, a félicité les différents lauréats pour la bravoure et le courage dont ils ont fait preuve durant la période d'évaluation. Il a exprimé sa reconnaissance aux organisateurs pour cette initiative visant à booster les différentes innovations en faveur de la biodiversité. Le premier vice-président de la YMCA, Kodjo Eben-Ezer, a invité les lauréats à continuer d'innover et à utiliser à bon

escient les matériels mis à leur disposition. Il a indiqué que ces trois meilleurs sont également nommés ambassadeurs du centre CFER pour une période de neuf mois. Le coordonnateur du projet JACE, Akati Eyouda, également membre du jury, a souligné que le choix de ces lauréats a été fait sur la base de critères tels que la pertinence et l'efficacité, l'innovation et la créativité, la facilité d'adoption, la durabilité et l'impact social de leurs innovations. Il a encouragé les candidats non retenus à ne pas baisser les bras et à redoubler d'efforts pour réussir lors des prochaines échéances. M. Akati a également précisé qu'un suivi minutieux de l'utilisation des matériels sera effectué afin de s'assurer de leur usage rationnel.

Avec ATOP/MET/BSM/MG

Premier League

Michael Carrick est le nouveau héros de Manchester United

Michael Carrick frappe fort d'entrée, le départ de Dro Fernandez secoue le Barça et l'attaque flamboyante de l'OM, retrouvez dans votre revue de presse Foot Mercato les dernières informations de la presse sportive européenne.

Manchester United a trouvé sa nouvelle coqueluche : Michael Carrick. Le nouvel entraîneur des Red Devils savait qu'il avait un gros morceau pour sa première sur le banc mancunien avec le derby contre Manchester City. Et Carrick a réussi ses débuts de la meilleure des manières. Manchester United l'a emporté 2-0 grâce à des buts de Bryan Mbeumo et Patrick Dorgu, mais les Red Devils ont surtout surclassé leur voisin. Hormis le carton rouge oublié pour Diogo Dalot qui aurait sûrement changé la physionomie du match, Manchester United a



absolument tout réussi. Une vraie masterclass pour Michael Carrick comme l'écrit la presse anglaise. Avec un 4-2-3-1 inédit, mais plutôt basique, les Red Devils sont revenus aux fondamentaux du football avec un Bruno Fernandes très inspiré en numéro 10. Les changements

sont déjà visibles par rapport au système à trois défenseurs de Ruben Amorim dans lequel il s'est entêté mais qui n'a jamais vraiment fonctionné. Même Pep Guardiola a été très élogieux envers son adversaire du jour.

Avec footmercato.net

Formation

Bourses d'études de la Banque islamique de développement

Au Togo, les candidatures sont ouvertes pour les programmes de bourses d'études de la Banque islamique de développement (BID) au titre de l'année académique 2026-2027, a annoncé le ministre délégué en charge de l'enseignement supérieur. Ces bourses s'adressent aux étudiants désireux de poursuivre des formations de licence professionnelle, de master en sciences, ainsi que des études doctorales et des recherches postdoctorales dans les domaines liés aux technologies avancées. La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 31 janvier 2026.

Ministère délégué, chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique

Communiqué

Le ministre délégué chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique informe les étudiants de l'ouverture de candidature pour les programmes de bourses d'études par la Banque Islamique de Développement (BID), au titre de l'année Académique 2026-2027.

Ces programmes de bourses concernent les études de licence pour la formation professionnelle, de master en sciences ainsi que les études doctorales et les recherches postdoctorales dans le domaine des technologies avancées.

Le dépôt des candidatures se fait exclusivement sur le site officiel : <https://www.isdb.org/scholarships> au plus tard le 31 janvier 2026.

Fait à Lomé, le 16 janvier 2026

Professeur Gado TCHANGBEDJI
Ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

Agoè-Nyivé

Des tonnes de drogues et autres produits illicites détruits

Le ministère de la Sécurité et de la Protection civile a incinéré plusieurs tonnes de substances de drogues et autres produits illicites, le mercredi 14 janvier dans la commune Agoè-Nyivé 1.

L'activité s'inscrit dans le cadre de la lutte contre l'abus et le trafic des drogues. L'objectif est de montrer la détermination des pouvoirs publics à venir à bout de ce fléau aux impacts dévastateurs sur la société. Les produits saisis par les forces de l'ordre ont été présentés au public par le directeur de l'Office central de trafic et de répression illicite des drogues et de blanchiment (OCTRIDB), Awi Essosimna. Ces produits sont, entre autres, la cocaïne (51,7692 kg), le crack cocaïne (0,03139 kg), la méthamphétamine (8,5 kg), le cannabis (50291,03246 kg), la codéine (15900 kg) et les feuilles de Khat (85,6 kg). Il y a aussi des substances dénommées « djéri djéri »



(1,0892 kg), les médicaments illicites (108943,95106 kg et 379,315 litres), les cigarettes illicites (23812,939 kg), les boissons frelatées (2592,03 litres), l'éthanol (580 litres), les armes factices (131801 pièces), les produits illicites (14,269 kg), les boissons énergisantes et sucrées périmées (6159,8 litres) et les charbons de chicha (1,851 kg). Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, Col. Calixte Batossie Madjoulba a déclaré que par cet acte le gouvernement, réaffirme avec fermeté sa détermination inébranlable à lutter sans faiblesse ni com-

plaisance contre le trafic et l'usage des stupéfiants et de substances assimilées. « La consommation de ces substances constitue des fléaux qui portent gravement atteinte à la sécurité nationale, à la santé publique, à la cohésion sociale, exacerbent les violences, fragilise les familles, compromettre l'équilibre des sociétés et à l'avenir de la jeunesse », a-t-il ajouté. Il a lancé un appel à toute la population à la vigilance et à éviter la consommation de ces substances.

Avec ATOP/ASA/SED/KYA

Le Togo en chiffres		
4 DEVELOPPEMENT ET INEGALITES		
PIS/habitant (PNI, 2023)	1 001 USD	1 680 USD
Classement IDH (PNUD, 2022)	163/193	-
Coefficient de GINI (BM, 2021)*	37,9	-
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (BM, 2021)	26,4%	36,7% (2019)
Taux d'alphabetisation des adultes (BM, 2019)	67%	68%
Nombre moyen d'années de scolarité (NU, 2022)	5,6 ans	6 ans (2022)
Part de la population vulnérable (BM, 2022)	71%	72%
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (BM, 2020)	39%	51%
APD nette par habitant (BM, 2022)	49 USD	49 USD
Taux d'inclusion financière (BM, 2021)**	49,6%	55,1%
* Le coefficient de Gini est un indicateur permettant de rendre compte du niveau d'inégalité de revenus au sein de la population. Plus le coefficient est élevé, plus l'inégalité est grande. ** Le pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte dans une institution financière ou auprès d'un fournisseur de services financiers.		
4 SANTE ET SECURITE ALIMENTAIRE		
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2014)	0,08	0,26
Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risque (OMS, 2022)	231	223
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	19,9% (2022)
4 INFRASTRUCTURES		
Taux d'accès à l'électricité (BM, 2022)	57,2%	51,4%
Taux d'accès à l'eau potable (BM, 2022)	71%	65%
Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BM, 2022)	19%	35%
Classement Africa Infrastructure development index (SAIDI, AIDI 2022)	43/54	-
dont Transport index	28/54	-
Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (BM, 2022)	74%	68%
Part de la population utilisatrice d'Internet (BM, 2022)	38%	37% (2023)
Indice de performance logistique (BM, 2023)*	2,5	2,5
* L'indice de performance logistique mesure la facilité avec laquelle les entreprises peuvent importer et exporter des marchandises à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Il varie entre 1 (performance faible) et 5 (performance élevée).		
Classements d'indicateurs de gouvernance		
Transparency international 2023	126/180	
Mo Ibrahim 2023	22/54	
Reporters sans frontières 2024	113/180	
Le Togo est le 1 ^{er} exportateur de soja bio vers l'Union Européenne (UE), avec un volume estimé à 98 747 tonnes en 2023, selon le rapport EU imports of organic agri-food products, May développement in 2023 (Communication de l'UE).		
• Source : tresor.economie.gouv.fr		



Transformation Digitale des Entreprises Africaines

METHODES – OUTILS ET ACCOMPAGNEMENT

INNOVATION CONSULTING & TRAINING - CANADA
ATTESTATION STRAT.IN CANADA À L'ISSUE DE LA FORMATION



QUÉBEC - CANADA



admin@stratin-canada.com

09 - 10 - 11 AVRIL 20
26



+1 418 490 2281



+228 90 44 55 71